



Les nouveaux donateurs et les pays émergents dans l'agriculture des pays ACP

Organisé par le CTA, le Secrétariat ACP, la Commission européenne, Concord en collaboration avec le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)

27 octobre 2015, de 9h00 à 13h00

Secrétariat ACP - 451 Avenue Georges Henri, 1200 Bruxelles, salle C

<http://bruxellesbriefings.net>

1. Contexte : les anciennes et les nouvelles puissances

L'Afrique a connu une extraordinaire décennie de transformation économique. Elle fait face à de profonds changements dans ses relations avec les partenaires traditionnels et intensifie ses liens avec des partenaires émergents¹.

Le commerce entre l'Afrique et les pays en développement non-africains a progressé de 283 milliards USD en 2008 à 595 milliards USD en 2012² et les exportations des pays en développement vers l'Afrique sont passées de 26 à 43 pour cent ces 15 dernières années, tandis que leurs importations en provenance d'Afrique augmentaient de 33 à 50 pour cent.³ Les *Perspectives économiques en Afrique* de cette année examine la croissance de l'Afrique et les relations avec ses « partenaires émergents », qui sont aujourd'hui bien présents dans les réunions où les décisions économiques se prennent, aux côtés des « partenaires traditionnels » d'Europe et d'Amérique du Nord.

La Chine est sur la première marche du podium, mais d'autres partenaires émergents gagnent de l'importance dans de nombreuses transactions. Les 5 principaux partenaires émergents de l'Afrique, par ordre d'importance, sont la Chine, l'Inde, le Brésil, la Corée du Sud et la Turquie. La part de l'Europe et de l'Amérique du Nord s'est rapidement détériorée mais ces deux régions représentent encore plus de la moitié des échanges commerciaux et des investissements étrangers en Afrique, et leur santé économique reste un facteur clé dans les performances de croissance de l'Afrique. Les perspectives sont bonnes concernant le transfert de technologie et l'accès aux financements. Rien ne peut laisser penser que les nouveaux acteurs mettent en danger l'industrialisation, la soutenabilité de la dette ou la gouvernance de l'Afrique, mais le continent a besoin d'une stratégie d'engagement claire et toutes les parties doivent se montrer plus transparentes.

En vue d'optimiser les avantages des nouveaux partenariats en termes de développement, les pays africains peuvent tirer les leçons de leur coopération avec les partenaires traditionnels et des expériences réussies avec les puissances économiques émergentes. Vision et propriété transforment des opportunités mondiales en croissance durable et partagée.

2. L'engagement des BRICS en Afrique

La présence accrue des pays BRICS⁴ en Afrique, surtout ces 15 dernières années, suscite un vif intérêt de la part des cercles académiques, développementaux et diplomatiques. Le qualificatif « gagnant-

¹ Les « partenaires émergents » de l'Afrique sont des partenaires économiques de pays d'Afrique qui n'appartenaient pas au club traditionnel des « bailleurs de fonds », au Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD), au début du millénaire : (i) dans un contexte mondial, ils sont considérés comme des pays « émergents » ; (ii) leurs relations avec l'Afrique sont restées marginales jusqu'à ces dix dernières années, mais sont en forte progression et devraient continuer de croître. Perspectives économiques en Afrique. <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/thematique/emerging-partners/>

² CNUCED. 2010. "Economic Development in Africa Report 2010: South-South Cooperation: Africa and the New Forms of Development Partnership". Book Information UN Symbol: CNUCED/ALDC/AFRICA/2010

http://unctad.org/en/Docs/aldcafrica2010_en.pdf; African Capacity Building Foundation. 2014. Annual Report <http://www.acbf-pact.org/sites/default/files/ACBF%20Annual%20Report%202014%20Eng.pdf>

³ CENUA « Nouvelles formes de partenariat » Document de travail Neuvième Forum pour le développement de l'Afrique Des financements innovants pour la transformation de l'Afrique 12-16 octobre 2014, Marrakech

http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/ADF/ADF9/adf_ix-issues_paper_4_new_forms_of_partnership.pdf

⁴ BRICS est l'acronyme de Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

gagnant » a beaucoup été utilisé pour qualifier la coopération avec les pays BRICS. Ils se distinguent des pays occidentaux, dont l'assistance a fait l'objet de critiques car elle était *conditionnelle*, assortie de *restrictions*.

Les principes essentiels mis en avant dans les discours sur l'engagement avec les pays BRICS comprennent les partenariats équitables, les avantages réciproques (ou gagnant-gagnant), la solidarité, la non-conditionnalité, la non-interférence dans les affaires internes des états souverains, ainsi que le partage d'expériences.

Ces principes étant éloignés des directives de l'OCDE pour une efficacité de l'aide, approuvées par le groupe de pays du Comité d'Aide au Développement, on peut comprendre que les bailleurs de fonds traditionnels craignent que l'engagement des BRICS ne nuise à leurs efforts.

Gabas et Tang (2014) notent que la coopération Nord-Sud et les conditions qui la président sont affectées par l'héritage colonial. Les pays en développement ont pour la plupart accueilli avec enthousiasme l'approche des BRICS car elle représente une rupture par rapport à l'hégémonie des bailleurs de fonds, associée à l'aide conditionnée. Les pays BRICS ne sont pas porteurs d'une culpabilité coloniale et se sentent plus proches de pays en développement qui ont été des récipiendaires importants d'aide au développement de la part des pays occidentaux. Le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud, notamment, sont d'anciennes colonies et apportent leurs expériences en tant que récipiendaires d'aides importantes de l'Occident.

Cependant, Carmody (2013) attire l'attention sur le fait que la globalisation gagnant-gagnant et le mantra de la coopération Sud-Sud dissimulent des rapports de pouvoir faussés entre les BRICS et les pays en développement, indiquant qu'il est fort probable que l'apporteur d'aide au développement agisse comme un « Big Brother ». Mhandara et al. (2013) le répètent et font la même hypothèse ; les relations entre certains pays dépendant de l'aide et des bailleurs de fonds occidentaux ont souvent été qualifiées de néo-colonialisme et la coopération avec les pays BRICS peut aussi se détériorer facilement et être décrite de la même façon.

2.1. La Chine : plus de la moitié de la coopération des BRICS

La Chine représente plus de la moitié de la coopération des BRICS (Muggah et Thompson, 2015) et est considérée à la fois comme moins flexible et comme plus menaçante en raison de son système politique, de sa gouvernances et de sa puissance économique uniques.

En termes d'appui financier, la Chine est le principal partenaire émergent de l'Afrique. Ces dix dernières années, les entreprises chinoises ont plus que décuplé les échanges commerciaux et les relations d'investissement avec leurs homologues africains. L'intensification du commerce et des relations d'investissement sont souvent soutenus par des subventions ou la stratégie de mondialisation de la Chine, qui donne accès à des prêts à taux réduits et à d'autres aides pour des projets d'investissement à l'étranger pour des entreprises chinoises, notamment dans les marchés émergents.⁵ De plus en plus, les banques chinoises s'impliquent pour offrir des services financiers susceptibles de faciliter le commerce et les projets d'investissement en Afrique ; le Fonds d'Aide au Développement Chine-Afrique (China-Africa Development Fund, CADF), établi en 2007 par la Banque de développement chinoise (China Development Bank, CDB), dispose d'un fonds de placement de 5 milliards USD en vue d'aider les entreprises chinoises à se développer en Afrique.

La croissance phénoménale de la Chine offre une opportunité de stimuler le développement des pays africains. La Chine est devenue le principal partenaire commercial de l'Afrique : le volume total des échanges commerciaux entre l'Afrique et la Chine a progressé de 10 milliards USD en 2000 à environ 210 milliards USD en 2013, et l'IDE chinois en Afrique a plus que doublé entre 2009 et 2012, de 9 milliards USD à 21 milliards USD respectivement.⁶ L'Union européenne et les États-Unis restent néanmoins les principaux partenaires commerciaux et d'investissement pour de nombreux pays africains.

⁵ China and Africa: An Emerging Partnership for Development? BAD. Révisé par : Richard Schiere, Léonce Ndikumana et Peter Walkenhorst. 2011

⁶ Elling N. Tjønneland. 2015. "African development: what role do the rising powers play?" Norwegian Peacebuilding Resource Centre Report – Janvier 2015
<http://www.peacebuilding.no/var/ezflowstorage/original/application/fa8aeed1b5911794106c324bf90d0e09.pdf>

En outre, les membres du CAD de l'OCDE apportent 36 milliards USD en Aide publique au Développement (APD) à l'Afrique (et financent la majorité des 18 milliards supplémentaires au travers de bailleurs de fonds multilatéraux). Par comparaison, l'aide de la Chine à l'Afrique (définie selon les critères du CAD) s'élève environ à 1,5-2 milliards USD.⁷

L'expansion des activités commerciales chinoises en Afrique a mené à un changement dans la politique publique, qui est passée d'une focalisation étroite sur les relations commerciales et d'investissement, à un vaste éventail de questions liées au développement telles que le soutien apporté à l'Afrique pour qu'elle atteigne les Objectifs du Millénaire pour le Développement et à la résolution des problèmes liés au changement climatique, à la sécurité alimentaire⁸, à la sécurité énergétique et aux épidémies. Depuis le Forum sur la Coopération entre la Chine et l'Afrique (Forum on China and Africa Cooperation, FOCAC) en 2006, un nouveau modèle de coopération a été mis en œuvre dans le secteur agricole sur la base de centres de démonstration agricole dans 25 pays d'Afrique sub-saharienne. Ce modèle se fonde sur trois piliers : assistance, activité et commerce. La Chine connaît elle-même une courbe d'apprentissage concernant la « coopération au développement » ; il est probable qu'elle coordonnera davantage son assistance avec celle des bailleurs de fonds traditionnels, et qu'elle portera davantage d'attention aux implications de son assistance concernant la gouvernance et l'environnement⁹. Il s'avère important que l'Afrique associe la Chine dans son examen des politiques de coopération au développement pour s'assurer que l'aide de la Chine soit efficace et vienne compléter l'aide des bailleurs de fonds traditionnels, au lieu de la concurrencer. La concurrence interrégionale qui existe entre l'Afrique et d'autres régions exportatrices avec lesquelles la Chine a des liens économiques étroits, comme l'Amérique latine, souligne à quel point il est important de renforcer la compétitivité et de relever les défis structurels de l'Afrique.

2.2. Implication du Brésil en Afrique - avantages et stratégies comparatives¹⁰

Le Brésil offre de nouvelles perspectives concernant les avantages d'un développement moderne de l'agriculture, et sa prise en compte des mouvements sociaux dans la coopération au développement a été applaudie.¹¹

Le Brésil se présente comme un partenaire de développement (plutôt qu'un partenaire commercial) informé des défis liés au développement du Sud, y compris l'ensemble de l'Afrique, en raison d'écosystèmes similaires. Il partage ses succès en recherche biomédicale et médicale, en agriculture et en sécurité alimentaire avec l'Afrique en tant que points d'entrée pour favoriser sa politique étrangère et comme moyen pour acquérir une présence économique et s'ouvrir des marchés pour ses produits manufacturés.¹² Grâce aux travaux de recherche innovants de la *Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária* (EMBRAPA), le Brésil est devenu une autorité dans le domaine de l'agriculture tropicale. Avec ses machines et sa recherche agricole menée à bien dans des conditions similaires à celles de l'Afrique, le pays présente son équipement comme de la « technologie tropicalisée ». Le pays avance principalement que sa coopération est une relation horizontale entre des pays partageant des problèmes et des défis de développement communs.¹³

La coopération brésilienne se distingue principalement de celle des bailleurs de fonds traditionnels et de la Chine par le fait qu'elle verse beaucoup moins de fonds ; De Bruyn (2014) présente le Brésil comme une source d' 'inspiration' et la Chine comme une source de 'ressources financières'. C'est l'agriculture qui occupe la première place dans les programmes de coopération du Brésil en Afrique, et la majeure partie de sa coopération technique se caractérise par une contribution au développement global et à la

⁷ Selon ses propres calculs en 2014, l'APD chinoise à l'Afrique entre 2012 et 2014 a atteint environ 7,5 milliards USD. Elling N. Tjønneland. 2015

⁸ Gabas J.J., Tang X., 2014, Chinese Agricultural cooperation in sub-Saharan Africa. Challenges preconceptions", disponible sur <http://www.cirad.fr/en/content/search?SubTreeArray%5B%5D=2&SearchText=perspective+n%C2%B026>

⁹ Gabas J.J., Ribier V., Synthèse des quatre études de cas sur les interventions de la Chine dans le secteur agricole en Côte d'Ivoire, Ethiopie, Sénégal et Togo. , CTA, CIRAD, septembre 2015

¹⁰ Zimbabwe-Brazil cooperation through the More Food Africa programme Langton Mukwereza

¹¹ Cabral et Oxley 2013

¹² Muggah et Thompson 2015; Patriota et Prerri 2012; Stolte 2012.

¹³ Cabral et Oxley 2013; Stolte 2012

sécurité alimentaire, au travers du partage de connaissances et d'expériences réussies (Farani et Arraes 2012).

Parmi les pays BRICS, le Brésil est le pays qui a fait le plus de progrès en termes de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la sécurité alimentaire (Oxfam 2010). Étant donné l'omniprésence de l'insécurité alimentaire due à une faible production agricole et le fait qu'une vaste proportion des habitants du continent vivent de l'agriculture, la plupart des pays africains voient la transformation des exploitations familiales brésiliennes comme un modèle qu'ils peuvent adapter. Soulignons deux exemples de réponse donnée avec succès par le Brésil au problème de l'insécurité alimentaire : le programme Faim Zéro et le *Programa Mais Alimento* qui a constitué le fondement du *Programa Mais Alimento África*, comprenant également une ligne de crédit destinée aux petits exploitants africains pour accéder aux intrants agricoles, notamment aux machines et aux nouvelles technologies.

La stratégie que le Brésil a décidé d'adopter consistant à se présenter comme une puissance mondiale de premier plan ne nuit pas aux intérêts des bailleurs de fonds traditionnels. En effet, une part significative de la coopération brésilienne est fournie dans le cadre d'accords trilatéraux avec des bailleurs de fonds traditionnels et/ou des organisations internationales en vue de développer des synergies et d'optimiser ses ressources financières limitées.¹⁴

3. Coopération triangulaire

En parallèle avec la coopération Sud-Sud, la coopération triangulaire est également apparue comme un moyen global de fourniture d'aide au développement, surtout lorsque les pays émergents et en développement recherchent eux-mêmes des opportunités pour s'impliquer avec des bailleurs de fonds traditionnels et les uns avec les autres, en tant que partenaires dans la fourniture de coopération au développement. Lors d'une enquête réalisée en 2012 par l'OCDE sur la situation de la coopération triangulaire, il est apparu que trois quarts des répondants – qui comprenaient des apporteurs d'aide au développement, des organisations internationales et des pays en développement – étaient impliqués dans de la coopération triangulaire.¹⁵ La coopération technique est la forme la plus commune de soutien apporté dans ce cadre, et le secteur agricole figure parmi les principaux domaines d'intervention. Les avantages de la coopération triangulaire sont variables, mais le partage de savoir ou de compétences et le potentiel d'apprentissage lié à un partenariat triangulaire constituent les principaux facteurs de motivation. De plus, on peut penser que, dans certains domaines, un pays du Sud dispose des meilleures compétences et moyens techniques pour apporter de l'aide à un autre pays du Sud.

En 2012, l'OCDE la définit comme suit : « un partenariat où un ou plusieurs apporteur(s) de coopération pour le développement soutiennent une coopération Sud-Sud, unissant leurs forces avec des pays en développement pour promouvoir le partage de connaissances et d'expériences entre toutes les parties prenantes. » L'absence de définition ou de critères concrets de la coopération triangulaire constitue un frein majeur à la collecte de données sur ces projets, et les NU (2008) ont déjà attiré l'attention sur le manque de données fiables relatives à la coopération triangulaire.¹⁶ Dès lors, il est particulièrement difficile d'évaluer, de répliquer et de diffuser à grande échelle ces partenariats et projets. En outre, le manque de données visant à étayer les avantages de la coopération triangulaire par rapport à la coopération Nord-Sud a entraîné un examen accru et certaines critiques sur son impact.¹⁷ Les informations relatives aux contributions financières à la coopération triangulaire sont particulièrement rares.¹⁸

¹⁴ Farani et Arraes 2012 ; Cabral et Weinstock 2010

¹⁵ OCDE. 2012. Coopération triangulaire : Enseignements tirés d'une enquête auprès des acteurs concernés <http://www.oecd.org/fr/cad/rerelations-mondiales-cad/FRENCH%20-%20OECD%20Triangular%20cooperation%20Survey%20Report-June%202013.pdf>

¹⁶ Conseil économique et social des NU. 2008. "Trends in South-South and triangular development cooperation" Background Study for the Development Cooperation Forum April 2008 http://www.un.org/en/ecosoc/docs/pdfs/south-south_cooperation.pdf

¹⁷ Les pays membres du CAD de l'OCDE soumettent des rapports annuels sur leur APD au CAD de l'OCDE

¹⁸ L'enquête de l'OCDE relative à la coopération triangulaire a montré que seule la moitié des répondants pouvait fournir ce type d'information, soit parce qu'ils l'incluaient dans un projet ou un programme plus vaste, où la désagrégation des données était difficile, soit parce que le type d'assistance ou d'appui technique est fourni en nature.

Ashoff (2010) met en évidence quatre risques potentiels liés à la coopération triangulaire : (a) réduction des normes de qualité de l'aide au développement ; (b) échec de l'adaptation de l'assistance aux besoins, priorités et stratégies des pays bénéficiaires ; (c) coûts de transaction plus élevés pour impliquer trois partenaires au lieu de deux ; et (d) fragmentation accrue de l'architecture de l'aide internationale.¹⁹ De plus, les pays ou organisations impliqués dans la coopération triangulaire indiquent que la coordination des projets de coopération triangulaire est le plus grand défi auquel ils sont confrontés.

La **coopération triangulaire agricole** a été facilitée au niveau international par des organisations telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation. Elle s'est associée aux Philippines pour fournir aux États insulaires du Pacifique des techniciens et des experts spécialisés dans les cultures, la gestion de l'eau, le bétail et les pêcheries. Elle a également coopéré avec le Vietnam à un projet dont différents pays en développement ont bénéficié, y compris le Bénin, la RDC, Madagascar, le Mali et le Sénégal, pour la fourniture de plus de 50 experts et 326 techniciens qui ont contribué à la gestion du programme, à la mise en œuvre de systèmes de contrôle et d'évaluation, à la démonstration de nouvelles technologies et au partage d'outils vietnamiens simples.

Le **projet de sécurité alimentaire en Haïti** financé par l'Argentine en collaboration avec le Brésil, le Canada, l'Espagne et la FIDA est remarquable en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, avec des experts formés au créole en vue d'enseigner aux femmes haïtiennes comment favoriser la sécurité alimentaire dans les campagnes.

À cet égard, la dimension régionale de la coopération triangulaire peut être envisagée comme un avantage potentiel de cette forme de coopération par rapport à l'aide traditionnelle au développement Nord-Sud et cela accroît les opportunités pour les bailleurs de fonds du CAD de collaborer avec, ou d'apporter de l'aide aux pays ou aux régions qui pourraient ne pas figurer dans leur liste traditionnelle de partenaires ou de bénéficiaires de développement.²⁰ Le secteur privé a également de plus en plus l'opportunité de s'impliquer, notamment en termes d'investissements en infrastructure et de renforcement des capacités.

4. La voie à suivre

L'indépendance économique dont bénéficient les pays africains grâce à la globalisation peut perdurer si les pays élaborent leurs propres politiques de développement et les coordonnent au niveau régional et continental afin de mieux négocier avec leurs partenaires traditionnels et émergents.

Dans la majorité des discours sur le développement, les sociétés privées sont considérées comme les principaux moteurs de la globalisation. La présence accrue des pays BRICS a été décrite comme une globalisation du pouvoir de l'état, car leurs gouvernements (plutôt que des sociétés privées) ont pris l'initiative. La coopération entre le Brésil et le Zimbabwe pour la mécanisation agricole illustre parfaitement ce point, puisque les négociations ont été pilotées par les gouvernements, et que le programme sera mis en œuvre à la fois par l'état et le secteur privé des deux pays.²¹

Une caractéristique importante distingue la coopération des pays BRICS de celle des bailleurs de fonds traditionnels : l'aide, les échanges commerciaux et les investissements sont souvent assurés en combinaison, les limites entre ces différents aspects étant souvent floues. Les BRICS s'engagent souvent à plus long terme et mettent l'accent sur des secteurs « durs » visibles (par ex. l'infrastructure et des équipements capitaux). Les pays en développement ont accueilli leur aide à bras ouverts, car le capital et

¹⁹ Guido Ashoff. 2010. « Triangular Cooperation : Opportunities, risks, and conditions for effectiveness », Special Report Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (German Development Institute) in World Bank Institute Development Outreach https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/6081/deor_12_2_22.pdf?sequence=1

²⁰ OCDE. 2009. "Triangular Co-operation: What Do We Know About It?" Factsheet (2009) <http://www.oecd.org/dac/dac-global-relations/What%20do%20we%20know%20about%20triangular%20co-operation%20-%20factsheet%202009.pdf>

²¹ . Langton Mukwereza. Zimbabwe-Brazil cooperation through the More Food Africa programme. Future Agricultures. 2015. <http://www.future-agricultures.org/publications/research-and-analysis/working-papers/1946-zimbabwe-brazil-cooperation-through-the-more-food-africa-programme/file>

l'infrastructure n'occupent plus une place prépondérante dans le portefeuille d'aide des bailleurs de fonds traditionnels, qui mettent de plus en plus l'accent sur des interventions « douces » (éducation, santé, renforcement des capacités et gouvernance).

Objectifs du Briefing

Pour améliorer l'échange d'information et promouvoir le réseautage, le CTA, la DG DEVCO de la Commission européenne, le Secrétariat ACP, Concord et divers autres médias organisent des briefings bimensuels sur des problématiques et défis clés liés au développement rural dans le cadre de la coopération UE/ACP. Le Briefing du 27 octobre 2015 abordera les défis et les nouvelles opportunités clés pour faire avancer la coopération Sud-Sud et triangulaire. Le Briefing : i) examinera les succès engrangés et les leçons tirées de la recherche et de la pratique ; ii) promouvra les échanges d'information sur les bonnes pratiques et les moteurs de succès ; et iii) apportera au débat diverses perspectives sur les possibilités d'actions politiques.

Groupe cible

Plus de 150 décideurs ACP-UE et représentants des États membres de l'UE, des ambassades de pays ACP, des groupes de la société civile, des réseaux de recherche et des acteurs de terrain dans le domaine du développement et des organisations internationales établies à Bruxelles.

Matériel disponible

Les informations et les commentaires apportés avant, pendant et après les réunions seront publiés sur le blog des briefings : <http://brusselsbriefings.net/>. Un rapport succinct et un document de fond en format imprimé et électronique seront publiés peu après la réunion.



Briefing de Bruxelles sur le Développement N° 43

Les nouveaux donateurs et les pays émergents dans l'agriculture des pays ACP

Organisé par le CTA, le Secrétariat ACP, la Commission européenne, Concord en collaboration avec le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)

27 octobre 2015, de 9h00 à 13h00

Secrétariat ACP - 451 Avenue Georges Henri, 1200 Bruxelles, salle C

<http://bruxellesbriefings.net>

Programme

8h00 - 9h00 Enregistrement et café

9h00 - 9h15 Introduction au Briefing : *Isolina Boto, Manager, Bureau du CTA à Bruxelles*

Remarques introductives : *Patrick. I. Gomes, Secrétaire général du Groupe des États ACP; Commission européenne/EuropeAid ; CIRAD ; Michael Hailu, Directeur du CTA*

9h15 - 11h00 Panel 1 : Coopération Sud-Sud et triangulaire : état des lieux

Ce panel examinera les défis et les opportunités clés pour la coopération Sud-Sud et les leçons tirées de la recherche et de la pratique.

Panélistes:

- Existe-t-il un modèle de coopération chinois dans le secteur agricole en Afrique sub-saharienne ?
Jean-Jacques Gabas, Chercheur, CIRAD
- Coopération agricole entre le Brésil et l'Afrique : les meilleures pratiques
Erich Schaitza, Expert, EMBRAPA, Brésil
- Travailler avec la Chine dans le Pacifique : perspectives de la coopération triangulaire
Denghua Zhang, Chercheur, Programme mélanésien, Université nationale, Australie
- Coopération triangulaire et Partenariats publics privés
Jérémy Rubel, Consultant senior, Gannibal Consulting, France

11h00 - 11h15 Pause café

11h15 - 13h00 Panel 2 : Succès et partenariats dans la Coopération Sud-Sud & triangulaire

Ce panel examinera des exemples de succès de partenariats Sud-Sud et triangulaires avec les pays ACP.

Panélistes:

- Le Programme d'Acquisition d'Aliments (PAA) en appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle
Gouvernement du Brésil, FAO, DFID
- Meilleures pratiques de Coopération Sud-Sud et triangulaire du Mexique
Carlos Cortés Zea, Expert, Mexique
- La coopération triangulaire en faveur de l'agriculture de conservation
Saidi Mkomwa, Secrétaire Exécutif, African Conservation Tillage Network, Kenya
- Coopération triangulaire en Afrique de l'Ouest sur la production de noix de cajou
- Echanges commerciaux entre les pays de l'Afrique de l'Ouest et l'Asie
CCI, OIF, producteurs d'Afrique de l'Ouest et d'Asie (tbc)

Conclusion

Déjeuner